



COMPTE-RENDU

**ACTIVITÉ DU PRINTEMPS DU RQDS**  
10 MAI 2018

HÔTEL QUÉBEC  
3115 AVENUE DES HÔTELS,  
QUÉBEC, QC G1W 3Z6

Le 10 mai 2018, le Réseau québécois de développement social (RQDS) a tenu son activité de concertation printanière à l'Hôtel Québec. Une cinquantaine de membres et de partenaires, composés d'acteurs importants des démarches régionales en développement social et de représentants du milieu politique provenant des quatre coins du Québec, étaient présents pour l'événement. Soulignons de façon particulière la présence de Mme Chantal Maltais, sous-ministre adjointe, Solidarité sociale et analyse stratégique, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

## PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE



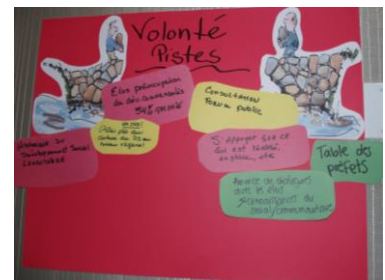
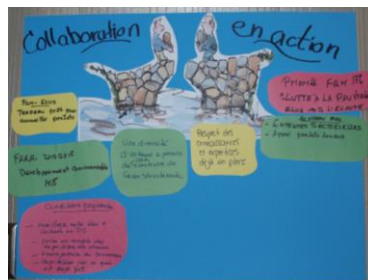
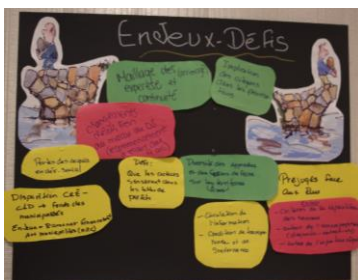
En tout début de rencontre, Mme Maltais, accompagnée de Mme Stéphanie Morin, Directrice générale p.i., Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire, de Mme Nathalie Desrosiers, Directrice, Politiques de lutte contre la pauvreté et action communautaire et de M. Martin Chiasson, Analyste-conseil, Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire, a présenté le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale (PAGIEPS) 2017-2023. En cours de présentation, de nombreuses questions ont été soulevées par les participants et les invités ont fait preuve d'une belle ouverture en se montrant disponible à y répondre.

## TABLE RONDE SUR LE LIEN ENTRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (DS)

Les participants ont ensuite pu prendre part à une table ronde interactive, où se sont entretenus Mme Chantal Lalonde, présidente du RQDS et directrice générale de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, Mme Maryse Drolet, conseillère politique, Fédération québécoise des municipalités (FQM), M. Paul Vachon, maire de la municipalité de Kinnear's Mills et préfet de la MRC des Appalaches et Mme Lise St-Germain, directrice du Centre de recherche sociale appliquée.



Lors de la table ronde, les éléments-clés mentionnés par les panélistes ainsi que par des gens de la salle ont été regroupés en catégories et pris en note de façon visuelle :



## ÉLÉMENTS-CLÉS DE LA TABLE RONDE

### Enjeux :

- Changement d'élus aux 4 ans (frein au DS, pertes des acquis);
- Disparition des CRÉ et des CLD;
- Diversités des façons de faire selon les territoires;
- Préjugés face aux élus;
- Autour de l'accompagnement (diagnostic, portraits, etc.);
- Autour de l'expertise requise.

### Défis :

- Assurer le maillage des expertises de chacun;
- Favoriser la continuité des actions;
- Favoriser l'implication des citoyens dans les priorisations;
- Ramener le financement vers les MRC;
- Intégrer les acteurs du DS au sein des tables de préfets;

- Faire reconnaître les expertises en DS en place dans les régions;
- Assurer une bonne circulation de l'information et favoriser la transparence;
- Équilibrer les critères dans la répartition des sommes.

### Collaboration et « en action » :

- FQM et élus : terreaux prêts à accueillir des projets;
- Une diversité d'acteurs qui permet de construire et d'agir de façon structurante;
- Priorité FARR 2017-2018 : développement des communautés (14 %);
- Priorité FQM 2018 : lutte à la pauvreté (12%);
- Les élus ont la volonté d'être à l'écoute;
- Au niveau des MRC : ententes sectorielles et appuis aux projets locaux.

### Volontés et pistes :

- Reconnaissance du rôle-clé des acteurs du DS au niveau régional;
- FDT et priorités d'intervention des MRC : liées au développement des collectivités à près de 90 %;
- Amorce de dialogue avec les élus : augmentation des connaissances des secteurs sociaux et communautaires;
- Tenir compte de l'historique du DS (ex. : Lanaudière);
- Consultation sous forme de forum public;
- Créer et maintenir des liens avec les tables des préfets;
- Conditions gagnantes : maillage entre élus et acteurs du DS, reconnaissance des expertises de chacun, transparence du processus, capitalisation sur ce qui est déjà en place.

## POSITIONNEMENT DES DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LE DÉPLOIEMENT DES ALLIANCES

Par la suite, différents exercices et ateliers ont été proposés aux participants afin d'alimenter leur réflexion et de préciser leur positionnement concernant les rôles et les fonctions potentiels d'une démarche régionale en développement social dans le cadre du plan d'action du gouvernement.

Par équipe, les participants devaient construire un argumentaire visant à convaincre les comités régionaux de sélection du FARR (ou les comités désignés pour les régions de Montréal, de Laval et de la Capitale-Nationale), que la démarche régionale de développement social de leur région s'avèrerait l'option à privilégier lorsque le choix d'une table régionale de lutte contre la pauvreté devra être fait. Puis, chaque équipe était invitée à présenter son argumentaire aux autres.



## LES ARGUMENTS EN BREF :

- Les démarches régionales de développement social possèdent déjà l'expertise et la connaissance de leur région, de ses forces et de ses points faibles, et connaissent également les différents acteurs y travaillant dans une diversité de milieux (intersectorialité);
- Dans plusieurs régions, des recherches et/ou des évaluations des besoins des citoyens sont déjà en cours ou complétées;
- Les démarches régionales de développement social ont de nombreux liens avec les organismes et institutions de leur région, en plus d'être en relation avec les démarches des autres régions membres du RQDS;
- Au besoin, les démarches démontrent une grande ouverture à un travail de type collaboratif avec, par exemple, la table des préfets de leur secteur, et ce, dans un esprit de cogestion priorisant le respect des expertises de chacun.

## LES BESOINS FACE À L'ÉQUIPE DE TRAVAIL ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RQDS

Puis, les participants étaient invités à se prononcer sur les besoins des démarches régionales de développement social face à l'équipe de travail et au conseil d'administration du RQDS :

- Assurer une veille rigoureuse des nouveautés concernant les divers programmes, politiques ou sources de financement en développement social, et en faire le suivi aux membres;
- Dynamiser l'animation de sa communauté de pratique et favoriser la création et le maintien de liens entre les membres (partage des bons coups de chacun, webinaires, rencontres entre les démarches, etc.);
- Développer et maintenir une collaboration forte avec la FQM;
- Travailler à valoriser l'expertise des démarches régionales en développement social et à acquérir une reconnaissance plus importante des élus;
- Outiller les membres quant au développement et au maintien de liens avec les élus;
- Travailler à établir un vocabulaire et des concepts communs à l'ensemble des démarches régionales en développement social (gain de temps et de cohérence);
- Faire office de mémoire des démarches régionales afin de pallier au bris de la continuité des actions quand un acteur quitte ou quand des élections sont tenues, par exemple.

## NOUVEAUTÉS AU RQDS

En conclusion de la journée, la nouvelle plateforme web du RQDS a été présentée à l'assemblée, soit l'actualisation du site Internet et l'implantation de réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn). Les participants ont été invités à visiter et à s'appropriier le tout, en particulier la section « Plateforme interactive d'outils » présente sur le site web au [www.rqds.org/outils-rqds/](http://www.rqds.org/outils-rqds/).

Une carte actualisée présentant l'état des démarches régionales de développement social a également été présentée.

